Élections européennes du 25 mai 2014

Circonscription Sud-Est



2 mai 2014

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : DES LISTES LUTTE OUVRIÈRE, POUR FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Aux élections européennes, Lutte Ouvrière présente des listes, comme dans certaines villes aux municipales. Elles permettront aux travailleurs de faire entendre leur rejet de la politique du gouvernement tout en dénonçant l'exploitation patronale.

Avec Valls, Hollande poursuit et revendique sa politique pro-patronale. Une opposition ouvrière doit se faire entendre.

Élections européennes obligent, les politiciens de la bourgeoisie vont disserter sur les frontières de l'Union et le protectionnisme. Qu'est-ce que cela changera au sort des 26 millions de chômeurs d'Europe ? Au chantage à la compétitivité, à la rapacité patronale ou aux bas salaires ?

Contre tous les politiciens, de gauche jusqu'à l'extrême droite, les travailleurs doivent mettre en avant la sauvegarde de leurs intérêts : l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, et la défense de leur pouvoir d'achat.

Les travailleurs ont les mêmes intérêts à l'échelle de l'Europe et du monde. Voter pour le camp des travailleurs, ce sera clamer haut et fort : « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous* » !



Par leurs attaques, les patrons unifient le sort des travailleurs d'Europe

« Compétitivité », « coût du travail », se déclinent dans toutes les langues d'Europe.

Emplois à un euro de l'heure en Allemagne ; contrat zéro heure en Grande-Bretagne ; accords compétitivité en France : partout le patronat impose la baisse des salaires, augmente le temps de travail, accroît la précarité, supprime des emplois pour aggraver l'exploitation. Les attaques du patronat, soutenues par les gouvernements, ignorent les frontières. La riposte des travailleurs doit en faire autant.

Grèce, Portugal, Chypre : ruinés par les banques et par l'Union européenne

Contrairement à ce que beaucoup prétendent, l'Union n'a pas « aidé » la Grèce, le Portugal, Chypre et quelques autres pays touchés par la crise. Ils ont été victimes de la spéculation financière et des banques qui les ont ruinés et surendettés. L'argent « prêté » par l'Europe a directement alimenté les profits des banques, en majorité françaises et allemandes.

Les populations se sont vu imposer des plans d'austérité à répétition aux effets dévastateurs, annulant des années de développement, faisant exploser le chômage, plongeant dans la pauvreté des millions de personnes.

En réalité, les seuls qui ont été « aidés » sont les banquiers, représentés par les dirigeants de l'Union, aux dépens des travailleurs d'Europe.

Les multinationales, contre les salariés et les consommateurs

Les adversaires du traité commercial de libre échange entre les États-Unis et l'Europe (le Grand marché transatlantique) sont tous partisans du protectionnisme. Ils affirment que « les poulets à l'eau de Javel et les OGM vont déferler dans nos assiettes ». Comme si la législation et les normes européennes avaient empêché l'amiante, le Mediator, la vache folle ou les lasagnes au cheval !

Les traités commerciaux sont des pactes de brigandage entre capitalistes. Mais c'est des brigands, d'où qu'ils soient, que les travailleurs doivent se débarrasser !

Banques : ennemis publics n° 1

Partout en Europe, les États se sont endettés pour venir en aide aux banques. La crise financière de 2008, dont elles sont pourtant responsables, a été l'occasion de leur accorder plus de 1 600 milliards d'euros d'aides à l'échelle du continent.

Et le comble, c'est que ces sommes ont été empruntées aux mêmes banquiers !

Les États remboursent aujourd'hui cette dette, qui s'élève en France à plus de 55 milliards chaque année, creusant le déficit budgétaire.

Pour mettre les banques hors d'état de nuire à l'économie, il faut **exproprier leurs actionnaires et placer le crédit sous contrôle de la population**.

Des riches plus riches, des pauvres plus pauvres

Dans toute l'Europe, les inégalités se creusent. 120 millions de personnes sont considérées comme pauvres et presque autant vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Une personne sur dix qui travaille vit aujourd'hui en dessous de ce seuil.

Dans le même temps, 4 500 personnes ont rejoint la liste des super-riches, dont la fortune est supérieure à 22 millions d'euros. En France, le tiers le plus pauvre de la population gagne moins que les cinq familles les plus riches. Le retour en force de la pauvreté, alors que jamais la société n'a été aussi riche, montre que le capitalisme mène la société dans l'impasse.

Salaires : les patrons « harmonisent »... par le bas

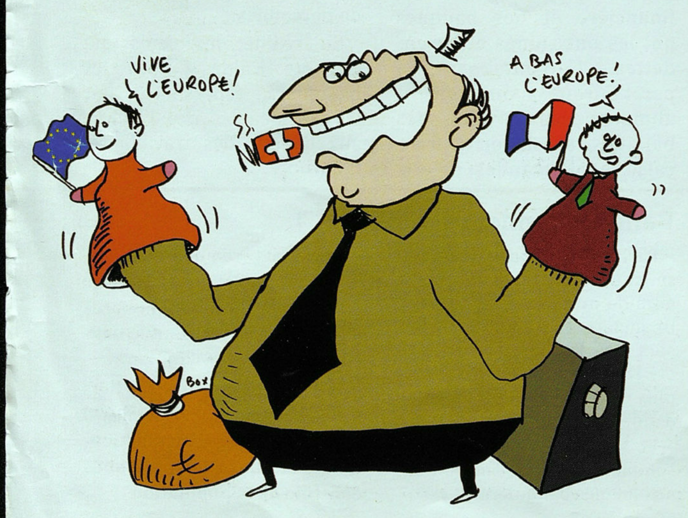
Nous faire travailler plus tout en nous payant moins : les patrons dans toute l'Europe exercent les mêmes pressions. Les exploiteurs français expliquent à leurs salariés qu'ils coûtent trop cher par rapport aux Allemands, les exploiteurs allemands expliquent à leurs salariés qu'ils coûtent trop cher par rapport aux Français... et nous voilà tous sommés, au nom de la compétitivité, de nous serrer la ceinture, pendant que les bourgeois s'engraissent.

Eh bien non, l'alignement des salaires, c'est par le haut qu'il doit se faire !

Les droits des femmes toujours bafoués

En décembre 2013, le Parlement européen a rejeté un projet de loi reconnaissant le droit des femmes à la contraception et à l'avortement. Cela revient à se faire complice des pays de l'Union – Irlande, Pologne, Malte, Portugal – qui imposent encore des lois très restrictives en la matière. Et si l'Espagne remet en cause le droit à l'IVG, comme son gouvernement en a l'intention, ce n'est pas l'Union qui l'en empêchera.

Même sur ce terrain élémentaire, leur Europe ne permet aucun progrès.



Services publics : ça régresse !

Pour détourner un maximum d'argent public vers les caisses des capitalistes, les gouvernements européens font tous les mêmes choix : privatiser le transport et l'énergie ; tailler à coup de serpe dans les budgets de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Résultat : en Grèce, au Portugal, en Estonie, c'est l'espérance de vie des travailleurs elle-même qui commence à reculer.

Le protectionnisme, un piège pour les travailleurs

Du Front national au Front de gauche, beaucoup prétendent qu'il faut « produire français ». Chacun avec ses nuances, ils réclament des mesures protectionnistes aux frontières et prétendent qu'elles protégeraient les emplois. Mais c'est un rideau de fumée pour faire oublier que les fabricants de chômage sont les capitalistes bien de chez nous.

Le protectionnisme, cela veut dire des taxes en plus et des importations plus chères, qui réduiront notre pouvoir d'achat, sans sauver le moindre emploi.



Sortir de l'euro ? Plutôt du capitalisme !

Tous les gouvernements imposent des sacrifices à la population sous prétexte de « sauver l'euro ».Les salaires et les pensions sont gelés alors que les prix ne cessent d'augmenter. Cela apporte de l'eau au moulin de ceux qui veulent sortir de l'euro.

Mais combattre l'euro plutôt que le patronat responsable du chômage et des bas salaires, c'est stupide. Pour les travailleurs, le problème n'est pas le franc ou l'euro, c'est d'ôter des mains des capitalistes et des banquiers irresponsables le contrôle sur l'économie.

Des riches plus riches, des pauvres plus pauvres

Dans toute l'Europe, les inégalités se creusent. 120 millions de personnes sont considérées comme pauvres et presque autant vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté. Une personne sur dix qui travaille vit aujourd'hui en dessous de ce seuil.

Dans le même temps, 4 500 personnes ont rejoint la liste des super-riches, dont la fortune est supérieure à 22 millions d'euros. En France, le tiers le plus pauvre de la population gagne moins que les cinq familles les plus riches. Le retour en force de la pauvreté, alors que jamais la société n'a été aussi riche, montre que le capitalisme mène la société dans l'impasse.

Salaires : les patrons « harmonisent »… par le bas

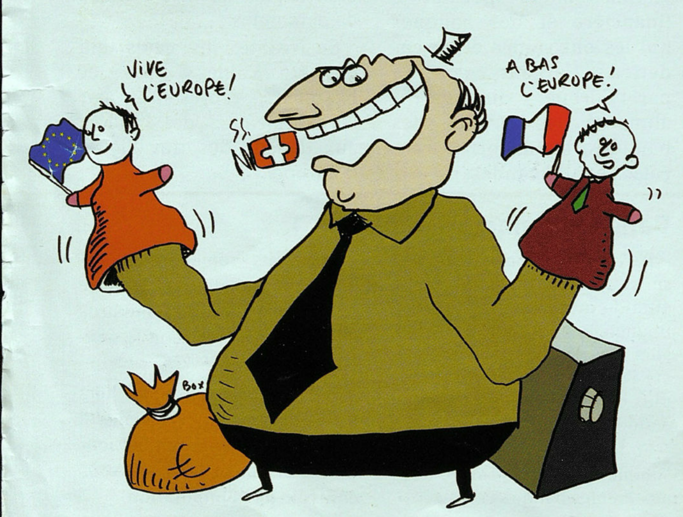
Nous faire travailler plus tout en nous payant moins : les patrons dans toute l'Europe exercent les mêmes pressions. Les exploiteurs français expliquent à leurs salariés qu'ils coûtent trop cher par rapport aux Allemands, les exploiteurs allemands expliquent à leurs salariés qu'ils coûtent trop cher par rapport aux Français… et nous voilà tous sommés, au nom de la compétitivité, de nous serrer la ceinture, pendant que les bourgeois s'engraissent.

Eh bien non, l'alignement des salaires, c'est par le haut qu'il doit se faire !

Les droits des femmes toujours bafoués

En décembre 2013, le Parlement européen a rejeté un projet de loi reconnaissant le droit des femmes à la contraception et à l'avortement. Cela revient à se faire complice des pays de l'Union – Irlande, Pologne, Malte, Portugal – qui imposent encore des lois très restrictives en la matière. Et si l'Espagne remet en cause le droit à l'IVG, comme son gouvernement en a l'intention, ce n'est pas l'Union qui l'en empêchera.

Même sur ce terrain élémentaire, leur Europe ne permet aucun progrès.



Services publics : ça régresse !

Pour détourner un maximum d'argent public vers les caisses des capitalistes, les gouvernements européens font tous les mêmes choix : privatiser le transport et l'énergie ; tailler à coup de serpe dans les budgets de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Résultat : en Grèce, au Portugal, en Estonie, c'est l'espérance de vie des travailleurs elle-même qui commence à reculer.

Le protectionnisme, un piège pour les travailleurs

Du Front national au Front de gauche, beaucoup prétendent qu'il faut « produire français ». Chacun avec ses nuances, ils réclament des mesures protectionnistes aux frontières et prétendent qu'elles protégeraient les emplois. Mais c'est un rideau de fumée pour faire oublier que les fabricants de chômage sont les capitalistes bien de chez nous.

Le protectionnisme, cela veut dire des taxes en plus et des importations plus chères, qui réduiront notre pouvoir d'achat, sans sauver le moindre emploi.



Sortir de l'euro ? Plutôt du capitalisme !

Tous les gouvernements imposent des sacrifices à la population sous prétexte de « sauver l'euro ».Les salaires et les pensions sont gelés alors que les prix ne cessent d'augmenter. Cela apporte de l'eau au moulin de ceux qui veulent sortir de l'euro.

Mais combattre l'euro plutôt que le patronat responsable du chômage et des bas salaires, c'est stupide. Pour les travailleurs, le problème n'est pas le franc ou l'euro, c'est d'ôter des mains des capitalistes et des banquiers irresponsables le contrôle sur l'économie.

VIVE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS !

S'abstenir, c'est voter pour des adversaires

De nombreux travailleurs qui votaient pour le Parti socialiste ou ses alliés se sont abstenus aux dernières municipales, écœurés de la politique de Hollande.

Mais les abstentions ont profité à la droite et à l'extrême droite, favorables à une politique encore plus anti-ouvrière et réactionnaire.

Alors plutôt que de s'abstenir, autant exprimer clairement notre rejet de la gauche au pouvoir et notre opposition à la bourgeoisie, **en votant pour les listes Lutte Ouvrière.**

L'Internationale des travailleurs

La classe ouvrière s'est constituée dans le brassage des migrations. Une de ses premières organisations, l'Association internationale des travailleurs, fondée en 1864, avait pour mot d'ordre : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ». L'Internationale ouvrière qui lui succéda lutta pour la journée de 8 heures et fit du 1er mai une journée internationale de luttes. L'Internationale communiste naquit en 1919 de la lutte contre la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe.

Le capitalisme et l'exploitation ne connaissent pas de frontières. Alors, il nous faut reconstruire non seulement un parti des travailleurs, mais aussi une Internationale ouvrière, un parti mondial de la révolution.

La liste Lutte Ouvrière



Chantal Gomez,
Dessinatrice technique,
Isère



François Roche,
ouvrier dans l'aéronautique,
Bouches-du-Rhône

Isabelle BONNET	Enseignante	Bouches-du-Rhône
Vincent GOUTAGNY	Ouvrier	Ain
Marie-Christine PERNIN	Laborantine retraitée	Rhône
Jean-Paul MACÉ	Ouvrier dans la métallurgie	Haute-Savoie
Nathalie MALHOLE	Secrétaire médicale (hôpital public)	Bouches-du-Rhône
André MOULIN	Employé dans l'industrie retraité	Loire
Danièle PÉCOUT	Employée des chèques postaux retraitée	Bouches-du-Rhône
Olivier MINOUX	Ouvrier dans la chimie	Rhône
Cécile FAURITE	Agent SNCF	Rhône
Jacques LACAILLE	Ouvrier dans la chimie retraité	Rhône
Christine TULIPE	Enseignante	Isère
Michel PIOT	Ouvrier dans la métallurgie	Rhône
Claire LAINEZ	Secrétaire administrative	Rhône
Éric LAHY	Enseignant	Rhône
Catherine BRUN	Enseignante	Isère
Rémy BAZZALI	Ouvrier dans l'aéronautique	Bouches-du-Rhône
Arlette COUZON	Laborantine retraitée	Rhône
Rémi ADAM	Enseignant	Isère
Jacqueline TELLE	Femme de ménage	Isère
Marc CECON	Electromécanicien (transports publics)	Bouches-du-Rhône
Danièle BARTOLI	Ouvrière	Alpes-Maritimes
Jean-Pierre TARDY	Ouvrier dans la métallurgie retraité	Rhône
Agnès BENKEMOUN	Médecin hospitalier	Bouches-du-Rhône
Guy DUBOST	Ouvrier métallurgiste	Bouches-du-Rhône

La Fête de Lutte Ouvrière aura lieu lors du week-end de la Pentecôte, les samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin, à Presles (Val-d'Oise).

Trois jours de débats, mais aussi de musique, de films, de jeux, de spectacles, de découvertes, et l'occasion d'échanger aussi bien avec des collègues de travail qu'avec des camarades venus du bout du monde. Trois jours de fraternité, de rencontres, de discussions et de détente.

Alors, réservez dès maintenant votre week-end, et n'attendez pas pour acheter la carte d'entrée.

fete.lutte-ouvriere.org

VALENCE : mercredi 7 mai à 18 h 30, Parc des Expositions, 16, avenue G.-Clemenceau, **avec Chantal Gomez.**

VILLEURBANNE : vendredi 16 mai à 20 heures, Centre culturel, 234, cours Émile-Zola, métro Flachet. **Avec Chantal Gomez.**

MARSEILLE : dimanche 18 mai à la fête de Lutte Ouvrière, 16 heures, parc de Valabre à Gardanne. **Avec Chantal Gomez et Jean-Pierre Mercier.**

GRENOBLE : jeudi 22 mai à 20 h 30, salle Le Prisme, 89, avenue de Grenoble, Seyssins, (terminus tram C). **Avec Nathalie Arthaud et Chantal Gomez.**

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour vivre, pour financer ses activités, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui veulent lutter avec nous. Nous faisons appel à eux aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : « Association de financement du parti Lutte Ouvrière », en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Pour suivre notre campagne

www.lutte-ouvriere.org

Notre hebdomadaire :
www.lutte-ouvriere-journal.org

Pour nous contacter :
contact@lutte-ouvriere.org

IMS - 93500 Pantin

Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 – Paris Cedex 18 – Supplément à Lutte Ouvrière n° 2387 du 2 mai 2014
Directeur de publication : Michel Rodinson – Commission paritaire n° 1014 C 85576